

ANN

Agencia de
Noticias de
Nicaragua

Boletín bimensual
No. 268
19 de junio de 1992
Managua



SOMMET CENTRAMERICAIN : COUP DE POUCE AU NICARAGUA

Managua, 8 juin.— La rencontre des présidents centraméricains n'a pas été tout à fait un sommet pour rien. Le Nicaragua y a au moins reçu un soutien face aux Congrès des Etats-Unis qui bloque l'aide économique promise. Quant à la guérilla guatémaltèque, elle a été une fois de plus traitée de terroriste et instamment priée de se rendre sans plus de manière.

L'arrivée impromptue d'un sénateur républicain, Dave Durenberger, a créé l'émoi parmi les présidents, qui l'ont jugée comme une visite importante. Pour mieux le convaincre que le Nicaragua est sur le bon chemin, celui que les Etats-Unis souhaitent lui voir prendre, le ministre de la présidence Antonio Lacayo a invité le sénateur du Minnesota à assister à une cérémonie au cours de laquelle, une fois de plus, on a détruit des armes. Pour enfoncer le clou, il lui a même remis l'insigne des Brigades de désarmement. Le blocage par le Congrès de l'aide promise au Nicaragua a en effet été le grand thème du sommet. Les mandataires centraméricains ont adressé une lettre à George Bush dans laquelle ils lui demandent d'intervenir personnellement au Congrès "pour empêcher que l'on soumette l'aide à condition". "Cette lettre fait sentir notre mécontentement", a expliqué le président guatémaltèque Jorge Serrano. Il n'a pas manqué de rappeler que son pays n'a rien reçu des Etats-Unis depuis dix ans

et que, de ce point de vue, la situation actuelle du Nicaragua est "le pain quotidien des Guatémaltèques". Il est douteux que la lettre au président étatsunien ait un grand effet, surtout en cette période électorale où G. Bush aimerait s'attirer les faveurs de l'aile républicaine qui s'oppose au déblocage des fonds; cependant, elle est le signe d'une nouvelle solidarité entre les présidents des six Etats centraméricains qui, selon la déclaration finale du sommet, ont tous des gouvernements élus par un vote populaire libre et connaissent "des processus démocratiques pluralistes, participatifs et respectueux des libertés politiques" (*).

Solidarité également entre les présidents en ce qui concerne le Guatemala. La déclaration finale condamne "les actes de terrorisme que les groupes extrémistes et déstabilisateurs réalisent au Guatemala, sans aucune justification". Fort de ce soutien qui, de fait, efface tout engagement en ce qui concerne la réconciliation, le président Serrano a déclaré sans am-

SOMMAIRE

SOMMET CENTRAMERICAIN: COUP DE POUCE AU NICARAGUA

LES SYNDICATS CENTRAMERICAINS VERS UNE STRATEGIE COMMUNE

LA DROITE PHOBIQUE OUVRE LA CHASSE AUX HOMOSEXUELS

LES INTERETS DE CLASSE AU SEIN DU FSLN

LES PARENTS PAUVRES

LA MORT LENTE, CHIFFRES

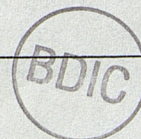
LA DEMOGRAPHIE DIVISE LES ONG

UNE SOLUTION JUSTE POUR LES PAYSANS

LES CHRETIENS A CUBA

GUATEMALA : LE DURCISSEMENT

EN BREF



40 P 11481

bages à la presse que l'activité de la guérilla "n'a aucun sens", que l'URNG doit rendre les armes et que la position de son gouvernement ne changera pas. Voilà qui est clair quant à sa réelle volonté de dialogue, dans ce pays où l'armée et les escadrons de la mort agissent en toute impunité, qui bat des records en ce qui concerne les atteintes aux droits humains et dont la population s'enfoncé dans la misère au rythme des plans néo-libéraux.

Pour le reste, le sommet n'a rien apporté de vraiment neuf, en particulier sur la question de l'intégration économique régionale, à propos de laquelle les présidents n'ont fait qu'affirmer leur volonté de donner continuité aux accords déjà signés. Une mention spéciale cependant sur l'écologie: les gouvernements centraméricains ont adopté une position commune pour la Conférence de l'ONU sur l'environnement et le développement qui se tient actuellement à Rio (voir Bulletin 267). Ils ont également passé un accord pour la conservation de la biodiversité et des forêts et se sont engagés à souscrire un autre texte sur le trafic des déchets dangereux en Amérique centrale. -(ANN)

* Le Panama assistait au sommet à part entière. Le Belize était invité en tant qu'observateur. ♦

LES SYNDICATS CENTRAMERICAINS VERS UNE STRATEGIE COMMUNE

Managua, juin.— Tous les pays centraméricains subissent les effets de la restructuration néo-libérale. Les syndicats ont décidé de réagir avant que l'intégration économique centraméricaine ne soit un état de fait. Diverses centrales de la région se sont réunies à Managua au moment où se déroulait le sommet des présidents et leur ont soumis une déclaration dans laquelle se fait jour une amorce de stratégie commune pour affronter les mêmes politiques.

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), le pouvoir d'achat des salaires dans la région a diminué de moitié en deux ans; le chômage atteint 60 % de la population active et les avantages sociaux ont été considérablement réduits. Les mesures néo-libérales ont certes freiné l'inflation, mais ce ne sont pas les travailleurs qui récoltent les bénéfices de ce progrès. Privatisation, chômage et répression ont porté de sévères coups aux syndicats, dont certains sont pratiquement démantelés. Le Nicaragua, où les organisations conservent une certaine capacité de lutte, fait figure d'exception. On perçoit cependant une volonté de la part du mouvement syndical de se réorganiser et de dessiner une stratégie commune face aux attaques du capitalisme déguisées en "processus démocratiques". La Rencontre syndicale centraméricaine, qui vient d'avoir lieu à Managua alors que les présidents de la région y tenaient leur sommet, est un signe encourageant.

DES CAS PARTICULIERS MAIS UN MEME ENNEMI

Nous ne reviendrons pas sur la situation des syndicats sandinistes nicaraguayens, qui sont affectés par la crise (60 % des adhérents de la CST ont été mis en chômage depuis 1991) mais

dont les récents congrès annuels ont montré la volonté de mieux s'organiser et d'être indépendants. La constitution, grâce aux luttes, d'un secteur "propriété des travailleurs" qui s'oriente vers l'organisation d'un véritable groupe économique autogestionnaire, est une expérience novatrice porteuse d'un certain espoir. Au Honduras, par contre, le mouvement syndical "n'a pas trouvé les mécanismes adéquats pour revoir sa stratégie face aux ajustements économiques", déclare un dirigeant syndical. *C'est le sauve-qui-peut général*". Le chômage atteint 70 % de la population active et chacun cherche dans le secteur informel comment assurer sa survie. Les luttes piétinent. C'est dans l'agriculture qu'il se passe le plus de choses: dans ce pays où seulement 1 % de la terre est aux mains des petits paysans, 65 000 paysans sans terre se sont organisés et occupent des propriétés. Mais la répression (torture, disparitions) est brutale.

Au Costa Rica, selon l'analyse d'un leader syndical, trois facteurs empêchent le développement des syndicats. Tout d'abord, le pouvoir a organisé une forte campagne pour empêcher leur constitution dans les entreprises privées. Ensuite, la négociation collective n'est pas permise dans le secteur public. Enfin, on tente d'imposer partout le solidarisme, "nouvelle" relation patron/ouvriers et véritable machine de guerre contre les syndicats. Dans ce pays qui passe pour le plus développé de la région, le chômage augmente et les impôts indirects écrasent les travailleurs. De plus, le patronat utilise de plus en plus les contrats à durée limitée (3 mois) pour éviter le paiement des prestations sociales.

Au Panama, depuis l'invasion étatsunienne de 1989, les syndicats ont été démantelés par une série de manoeuvres: licenciements de leurs dirigeants, puis licenciements massifs et enfin application d'une loi qui taxe tout mouvement de grève de "tentative pour renverser le gouvernement". Actuellement, le gouvernement s'apprête à mettre en oeuvre un plan de "démission volontaire" qui jettera à la rue environ 20 000 travailleurs. Cependant, on note un début de réorganisation qui passe par l'alliance avec d'autres secteurs, par exemple l'Association des familles des victimes de l'invasion et les associations de quartier. Les revendications prioritaires sont l'emploi et les salaires -le panier de la ménagère coûte 380 balboas (un balboa vaut un dollar) alors que le salaire minimum est de 180 balboas. Quant à la privatisation, elle se fait au profit de compagnies transnationales ou des fonctionnaires au pouvoir.

Les syndicats salvadoriens quant à eux sont assez faibles car ils ont subi une féroce répression au cours des dix ans de conflit, sans compter que beaucoup d'entreprises ont fermé pendant la guerre pour aller s'installer ailleurs. Cependant, ils ont progressé vers l'unité, selon Humberto Centeno de l'Unité nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS). Il y a eu trois grandes grèves unitaires au cours des deux dernières années et le mouvement syndical a pu présenter des positions communes au cours du processus de paix. Les axes de lutte sont la terre, la démilitarisation et la constitution d'un Forum de concertation économique et sociale. Dans ce pays, dont l'infrastructure économique a été détruite par la guerre, l'emploi et les salaires ne sont pas encore prioritaires.

Au Guatemala, la répression (assassinats, disparitions), dont on connaît l'ampleur, a affaibli le mouvement syndical tandis que les ajustements néo-libéraux frappent durement les travailleurs, dont 50 % sont au chômage et 5 % seulement affiliés à un syndicat. Les licenciements, sans être massifs pour l'instant, ont commencé. Le solidarisme joue également son rôle.

POSITIONS COMMUNES

Les centrales syndicales réunies à Managua (*) ont fait parvenir aux présidents qui tenaient leur sommet une déclaration dont les revendications essentielles sont les suivantes:

A) en matière économique et sociale

- mettre en place une véritable concertation économique et sociale visant à élaborer un plan de relance économique
- mettre fin à la libéralisation des systèmes bancaires, qui favorise la concentration des ressources financières aux mains du capital, pour faire baisser les taux d'intérêt du crédit
- rétablir les taxes sur les importations qui ruinent les industries nationales
- procéder à une réforme des impôts qui, dans l'état actuel des choses, pèsent plus sur la consommation des secteurs populaires à travers les taxes indirectes
- mener une réforme agraire intégrale prévoyant le financement des petits et moyens producteurs
- éliminer le paiement des services de santé et d'éducation, augmenter leurs budgets ainsi que celui du logement
- élaborer pour toute la région une convention multinationale de Sécurité sociale qui respecte les recommandations de l'Organisation internationale du travail (OIT)

B) en matière d'emploi et de salaires

- en termes généraux, définir des politiques pour la création d'emplois productifs et permanents, garantir l'égalité des chances, mettre fin aux politiques visant à imposer la flexibilité du travail, établir des normes garantissant l'emploi et le droit à la syndicalisation dans les entreprises multinationales et les zones franches, réformer les Codes du travail à partir des législations les plus favorables aux travailleurs
- assurer des salaires qui couvrent le prix du panier de la ménagère et augmentent au même rythme que l'inflation

C) en matière d'intégration régionale et de droits syndicaux

- participation des syndicats aux instances de décision en ce qui concerne l'intégration centraméricaine
- créer un Conseil économique et social centraméricain tripartite (gouvernements/syndicats/patronat)
- créer un marché commun implique la possibilité que les travailleurs se déplacent dans la région. Pour éviter que cela n'aggrave la situation des droits humains et syndi-

caux, les signataires demandent l'élaboration d'une politique cohérente et conjointe et, dans un premier temps, la ratification des conventions de l'OIT qui fixent un plancher minimum de ces droits. Ils demandent également la ratification du Protocole de San Salvador, document de la Commission interaméricaine des droits humains sur les droits économiques, sociaux et culturels.

D) en matière politique

- respecter l'Etat de droit pour faire cesser la répression, les atteintes aux droits humains et l'impunité
- défendre la souveraineté de la région dans tous les domaines, y compris celui de l'environnement
- réduire les Forces armées.

Il est remarquable que, malgré sa faiblesse, le mouvement syndical centraméricain ait eu la capacité de prendre l'initiative d'une plate-forme commune afin de ne pas laisser la droite régionale occuper seule le terrain et imposer sa vision de l'unification. A la solidarité entre les gouvernements, il répond par l'unité de ses organisations, faisant la preuve que tout n'est pas joué en Amérique centrale. -(ANN/Barricada)

(*) Guatemala: UNSITRAGUA, FENASTEG, STEG, CUSG; Honduras: CUTH, CNTG, CTH; Nicaragua: FNT, CUS, CGT (i); El Salvador: UNTS, CDT-FENASTRAS; Costa Rica: CUT, UNDECA, CTRN; Panama: FENASEP, CTRP, CNTP, CATI. ♦

LA DROITE PHOBIQUE OUVRE LA CHASSE AUX HOMOSEXUELS

Managua, 17 juin.— L'Assemblée nationale a voté un ensemble de réformes du Code pénal relatives aux délits sexuels. Une victoire pour les femmes qui réclamaient que les agressions sexuelles dont elles sont victimes soient sanctionnées plus durement. Mais les députés réactionnaires en ont profité pour asséner un coup dur aux homosexuels, transformés en délinquants par une loi obscurantiste. La communauté homosexuelle se mobilise.

"Les gens qui ont ce problème ne devraient pas travailler dans l'enseignement car ils séduisent les élèves", estime la vice-ministre de l'Education, Hortensia Rivas qui, elle, ne séduit personne. Quel est *"ce problème"* qui la préoccupe tellement ? L'homosexualité, bien sûr. Rien là de très original : le fantasme de l'homosexuel qui séduit, soudoie ou viole les petits enfants hante les tenants de l'ordre moral sous toutes les latitudes. Mais cela devient grave lorsque le fantasme fait loi et qu'une majorité parlementaire décide que *"toute personne qui pratique de manière scandaleuse le concubinage entre personnes du même sexe, y incite ou en fait la propagande sera punie d'un à trois ans de prison"*.

D'un côté, il est vrai que les véritables crimes que constituent les agressions physiques, psychologiques ou verbales contre une personne quels que soient son sexe et son âge seront désormais plus sévèrement sanctionnés. En cela, les femmes,

qui réclament depuis des années que ces délits ne soient plus du domaine privé, remportent une victoire. Mais l'amalgame n'a pas manqué d'être fait par les pères-la-pudeur et autres hypocrites de la très catholique droite nicaraguayenne. La "sodomie", que les analphabètes pudibonds continuent d'assimiler à l'homosexualité, ainsi que le concubinage en hommes ou entre femmes seront pourchassés, S'il est "scandaleux", terminologie locale qui signifie tout simplement notoire.

L'approbation de cette réforme par la majorité parlementaire a provoqué l'indignation de la communauté homosexuelle qui a décidé de soumettre le cas à Amnesty international. "Ce vote représente un attentat contre nos droits humains et civiques, il nous transforme en victimes du machisme et de la phobie de certains députés", a déclaré le représentant de l'association d'homosexuels Somos. Ceux-ci menacent, si la loi était approuvée, de publier une liste de noms de hauts fonctionnaires homosexuels. L'ensemble des députés sandinistes s'est élevé contre cette réforme, la déclarant inconstitutionnelle et contraire à l'évolution générale des mœurs. Le transfuge du FSLN, Moises Hassan, député solitaire du Mouvement d'action révolutionnaire (MAR), a été l'un des homophobes les plus acharnés, fustigeant en pleine Assemblée les "pédés, immoraux et déviants sexuels".

Selon certains juristes, cet article de loi place le Nicaragua "parmi les pays les plus rétrogrades de la planète" en la matière. Le Centre des droits constitutionnels Carlos Nuñez a annoncé qu'il préparait un recours pour inconstitutionnalité. La présidente Chamorro dispose maintenant d'un délai de 30 jours pour approuver ou rejeter cette réforme, contre laquelle les homosexuels manifesteront fin juin, à l'occasion de la journée internationale pour le respect de leurs droits. -(ANN) ♦

LES INTERETS DE CLASSE AU SEIN DU FSLN

Angel Saldomando

Managua, juin. — Deux ans après être passé dans l'opposition, la situation du FSLN est toujours confuse. Pour l'économiste Angel Saldomando, rien ne pourra être réglé tant qu'il n'aura pas résolu les contradictions de classe qui le traverse.

En dix ans de sandinisme, le Nicaragua est passé d'une révolution authentique à une logique d'Etat et de nation placée au-dessus de la défense des intérêts populaires. Cette logique a inspiré les décisions concernant la conduite de la guerre, la conservation du pouvoir, l'économie et plus particulièrement le rapprochement avec la bourgeoisie "modernisante". L'érosion de la base sociale de la Révolution a abouti à la défaite électorale de 1990. Une coalition de droite est arrivée au pouvoir avec un programme de restructuration de la société que l'on peut clairement qualifier de contre-révolutionnaire. La direction du FSLN a alors appelé à défendre les conquêtes de la Révolution, mais essentiellement celles d'ordre politique institutionnel: la consti-

tution et l'institutionnalité, l'armée et la propriété telle qu'elle avait été distribuée par le régime sandiniste. Rien n'a été mentionné quant au modèle économique, aux politiques sociales ou de la régulation de l'économie et encore moins quant à la participation des secteurs populaires à la gestion économique. La raison en est que ce modèle était épuisé et avait subi en 1988 un ajustement de tendance monétariste. Les politiques sociales avaient été réduites, la régulation était en recul et la participation marginale.

L'héritage révolutionnaire a ainsi été présenté exclusivement sous un angle institutionnel: un Etat national, une constitution, un cadre politique parlementaire et une armée. On l'a mis en valeur en affirmant que tout cela n'existait pas avant et sa préservation a été assimilée à la continuité de la Révolution. On est alors entré dans un monde de paradoxes où s'est noyé le projet populaire. Le gouvernement a fini par respecter le cadre institutionnel. Son profil contre-révolutionnaire s'est considérablement atténué aux yeux de la direction sandiniste, ce qui a permis une entente, par ailleurs favorisée par des visions proches en ce qui concerne la conduite de l'économie. Cette image a été transmise aux secteurs populaires pour justifier l'acceptation des réformes économiques. Le qualificatif de contre-révolutionnaire a été réservé aux somozistes et à l'extrême-droite et le gouvernement a été situé au centre. L'accord entre ce dernier et le FSLN sur les institutions, l'armée et l'économie a jeté les bases d'une entente objective. On voit alors se dessiner le triangle exécutif/armée/FSLN dont l'intérêt commun est la stabilisation du pays, sans laquelle les réformes économiques seraient sources de conflit et peu viables. Sans stabilisation, le pays ne sortirait pas de la spirale de la crise et le FSLN ne retirerait aucun bénéfice politique: on aurait vite fait de le rendre responsable ou bien, s'il revenait au pouvoir, il se trouverait de toute façon à la tête d'un pays déstabilisé. C'est alors que s'est créé au sein du FSLN un groupe de centre, ferme défenseur de cette position. Depuis deux ans, cette tendance s'est développée.

D'autres facteurs contribuent au repositionnement politique du FSLN. Il n'est pas parvenu à élaborer une stratégie qui assure la continuité du projet révolutionnaire depuis l'opposition, dans un cadre de lutte politique démocratique, et cela pour deux raisons. Tout d'abord, le projet révolutionnaire était en crise et sa viabilité économique et sociale remise en cause. Il avait été redessiné selon une vision monétariste de ses problèmes. C'est-à-dire que, de ce côté-là, il n'y avait plus de réserves. Seules la centralisation dans la gestion de l'Etat et la guerre donnaient l'impression qu'il avait encore une projection stratégique. En second lieu, le FSLN n'avait pas davantage de réserves politiques et théoriques pour s'adapter rapidement à la situation après l'échec électoral et l'absence de définition claire l'a sérieusement affecté. Selon une conception fétichiste du pouvoir, il a négocié son maintien dans l'appareil d'Etat sans analyser en profondeur les dynamiques socio-politiques. Il a ainsi aggravé les faiblesses qui l'empêchaient d'élaborer une stratégie d'opposition. On a pensé que l'on pouvait, d'en haut, manoeuvrer et freiner la restauration capitaliste. Mais celle-ci a avancé rapidement, favorisant la recomposition du pouvoir de la droite et du secteur le plus fort de l'entreprise privée, utilisant les institutions héritées ou les pervertissant. Tous les rôles sociaux ont

changé, révélant une tendance croissante au conservatisme et à la cooptation dans l'armée, la police, la fonction publique et même au sein du FSLN et des organisations qui lui sont proches.

RECOMPOSITION SOCIALE

On assiste ainsi au retour d'un système excluant et d'une nouvelle classe dominante. Aucune institution, aucun parti n'est imperméable à ce changement car ni les uns ni les autres ne peuvent s'alimenter de pratiques sociales qui leur sont adverses. On observe aujourd'hui un repositionnement global des groupes économiques et politiques. Il est naturel que le gouvernement construise un nouveau réseau d'intérêts économiques et politiques grâce à la recomposition de groupes économiques, du latifundium, à la réapparition du marché financier et à la disparition des mécanismes de régulation de l'économie. Sa capacité à exercer une pression sociale et ses exigences de représentation politique augmentent d'autant et cette situation peut se manifester de différentes façons, soit par des alliances soit par la constitution de partis de droite ou d'extrême-droite. La fonction régulatrice que l'Etat devrait avoir pour assurer un certain équilibre entre les classes disparaît. Le marché a besoin de l'instauration d'un ordre et d'une hiérarchie sociale, c'est-à-dire de la stabilité pour les groupes sociaux qui réussissent ou sont favorisés. Inévitablement les institutions se mettent au service du marché et de ses besoins de stabilité et tout aussi inévitablement cela conduit à la recomposition de la bourgeoisie.

Le FSLN est relié en différents points à ces processus en cours. Une partie est liée à l'Etat à travers l'armée et au système politique à travers le groupe sandiniste de l'Assemblée. Tous deux sont très sensibles au besoin de stabilisation politique. Les pressions provenant d'autres intérêts sociaux et qui peuvent gêner le processus de stabilisation se voient neutralisées. D'un autre côté, le FSLN a ses propres intérêts économiques, d'où de nouvelles pressions qui poussent dans le sens de la stabilisation et d'un bon fonctionnement du marché. Il faut signaler que ces intérêts économiques se situent dans les secteurs les plus dynamiques de l'économie. L'autre point de contact, ce sont les organisations proches du FSLN (UNAG, ATC, CST etc...), qui représentent en fait des intérêts contradictoires. D'un côté, elles doivent défendre les intérêts de leurs adhérents touchés par les mesures du gouvernement, ce qui entre en conflit avec les efforts du groupe favorable à la stabilisation. Par ailleurs, ceux qui étaient déjà propriétaires ou le sont devenus au cours du processus de privatisation demandent des moyens et des politiques qui leur soient favorables. Ils revendiquent et font pression mais ils négocient aussi et passent des alliances ponctuelles avec le gouvernement ou d'autres secteurs. Tout cela se traduit par l'instabilité pour la base sociale du Front, qui se voit tirée d'un côté ou de l'autre.

En dehors de ces trois groupes d'intérêts, il y a la grande masse des gens qui ont été marginalisés, des chômeurs, du secteur informel, des ouvriers et paysans qui n'ont pas la possibilité de réussir économiquement. Ils sont majoritaires et eux aussi ont protesté, se sont soulevés, ont négocié et renégocié mais n'ont obtenu que des aides à court terme qui vont forcément s'épuiser. Et le cercle vicieux va continuer.

Ces différents groupes ne pèsent pas du même poids. Les deux premiers, situés en haut de la pyramide du pouvoir, sont les plus forts; les deux derniers sont majoritaires mais subordonnés aux deux premiers et tirés vers la politique de stabilisation, de marché et de recomposition de la bourgeoisie. Traversé par toutes ces contradictions, le FSLN se voit affaibli et n'a pu concilier les différents intérêts. L'absence de stratégie a fait tomber sa direction dans un empirisme à court terme, fait de calculs politiques visant à la survie des groupes dominants dans le Front et à la récupération du mécontentement des groupes majoritaires afin de ne pas perdre sa base sociale. Il est tiraillé entre un pacte national impliquant l'hégémonie de l'entreprise et un projet de développement populaire qui limite cette hégémonie.

MOUVEMENTS SOCIAUX ET POSITIONS POLITIQUES

Cette contradiction n'a pas été résolue par le Congrès de juillet dernier ni par l'Assemblée sandiniste. La solution ne peut venir que des mouvements sociaux, de leur pratique et des positions qu'ils parviendront à formuler. Les mouvements qui ont eu lieu au cours des deux dernières années ont émis des messages différents.

Les grèves de juillet 1990 contre la stabilisation à la façon Mayorga et les tentatives de restructuration rapide du capitalisme ont ouvert un espace à la concertation et ont permis d'avancer vers l'autonomie des syndicats. C'est à cette époque que les contradictions entre les différents groupes d'intérêt se sont fait jour. Mais l'énergie mobilisée pendant la grève n'a pas été utilisée pour construire une stratégie, une pratique sociale et un modèle participatif visant à freiner la restructuration capitaliste. La concertation a été réduite à un moyen conjoncturel de mettre fin aux conflits, négociés par ailleurs à d'autres niveaux entre le FSLN et le gouvernement. En 1991, la bataille de la propriété a de nouveau mobilisé. Le besoin de prendre position face au gouvernement s'est fait fortement sentir, mais les groupes dominants se sont également affirmés. Pour la première fois, on a tenté de subordonner la base à une stratégie politique qui n'était pas encore bien définie mais qui visait à défendre des intérêts qui, eux, l'étaient. La réaction de la base et d'une partie de la direction, qui a perçu les signes d'une division, a bloqué cette tentative du centre. En 1992, le programme d'ajustement du gouvernement a montré ses tendances de fond. Le besoin d'une position claire du FSLN s'est fait à nouveau sentir. Les conflits se sont déplacés des villes vers les campagnes. Les mesures gouvernementales, provoquant l'exclusion, aboutissaient à une plus grande difficulté à gouverner de la part de l'Etat et du système politique. Les pressions pour neutraliser ce mouvement social ont été énormes. Le FSLN a dû peser de tout son poids pour l'amener à négocier; le gouvernement a signé des accords, l'armée a exercé une répression sélective et a empêché l'expansion de la protestation. Le mouvement a été divisé et isolé par des concessions mineures. C'est ainsi qu'on a mis fin à la réaction des masses face à l'ajustement et au nouveau modèle économique. Les énergies, encore une fois, n'ont pas été utilisées pour répondre par des propositions alternatives.

Ces mouvements sociaux ont représenté autant d'opportunités de repositionnement politique, mais le FSLN n'en a pas profité. C'est une des raisons pour lesquelles il n'a pas de position collective sur les questions fondamentales, ce qui permet à de petits groupes bien situés dans la pyramide du pouvoir de décider pour tous. L'autre raison est qu'aucune proposition n'est possible s'il n'y a pas de définition entre les quatre groupes coexistant au sein du parti: l'élaboration d'une proposition économique, donc politique, passe par la résolution des contradictions internes. Pour cela, il faudrait des décisions collectives et démocratiques qui permettent de construire un nouveau programme, une nouvelle cohérence, qui rénovent les équipes de direction et préparent le FSLN, tant sur le plan politique que théorique, à affronter la nouvelle étape historique qui est déjà en cours. -(ANN) ♦

LES PARENTS PAUVRES

Managua, 11 juin.— Douze propriétés à vocation agricole ou forestière: c'est pratiquement tout ce que les 7 000 licenciés du ministère de l'Intérieur ont obtenu jusqu'à présent pour tenter de survivre. Et encore leur a-t-il fallu s'organiser et lutter de pied ferme.

Les négociations entre le FSLN et l'UNO qui ont eu lieu après les élections ont établi des compensations pour les militaires qui allaient être licenciés dans le cadre de la réduction des Forces armées. Mais elles n'ont rien prévu en ce qui concerne le ministère de l'Intérieur, qui avait pourtant des troupes combattantes.

LES OUBLIES DU PROTOCOLE DE TRANSITION

"La réduction des effectifs ne s'est pas produite officiellement et les licenciements se sont faits dans le silence", explique Danilo Silva, coordinateur national de l'Association des licenciés de ce ministère. 7 000 personnes se sont progressivement retrouvées au chômage, sans rien recevoir du gouvernement et sans qu'aucune demande d'aide extérieure spécifique n'ait été faite. Cette situation a provoqué leur organisation rapide et les pressions ont commencé. Le ministère de l'intérieur s'est vu obligé de négocier, proposant dans un premier temps à 400 d'entre eux une indemnité correspondant à deux mois de salaire. *"Mais ce n'était pas ce que nous voulions. Notre objectif est clair: nous voulons du travail, nous voulons être des sujets économiquement actifs, nous voulons nous insérer dans la vie économique"*. Une seconde négociation a abouti à la promesse de financer des micro-entreprises, de donner quelques moyens matériels, comme des camions ou de petits ateliers, et enfin des terres et des crédits pour les cultiver. Mais cet accord, en grande partie, n'a pas été appliqué. Deux cents licenciés seulement ont pu monter des micro-entreprises, une centaine a reçu une aide matérielle et seulement douze propriétés, où travaillent deux cents personnes, ont été cédées, le plus souvent à la suite d'occupations de terres.

LA TERRE N'EST PAS TOUT

Quatre de ces douze propriétés produisent du café, sept sont consacrées à l'élevage et la dernière est une exploitation de bois dans la région de l'Atlantique nord. Il s'agit de terres qui appartenaient à l'Etat et dont la plupart avaient été confisquées à Somoza. Contrairement à ce qui s'est passé pour les licenciés de l'armée, l'Association a établi des critères objectifs pour déterminer qui allait bénéficier de ces terres: avoir une réelle vocation pour l'agriculture, s'être battu jusqu'au bout lors des occupations. L'ancien rang hiérarchique n'a joué aucun rôle. De même, l'Association a refusé le démembrement des fermes qu'on lui proposait et des assignations de lots individuels: la propriété est collective et sa légalisation est en cours.

"Avoir la terre, ce n'est pas tout, affirme D. Silva. La droite a entre les mains le crédit, la commercialisation, l'argent de la coopération internationale. Elle peut nous ruiner en cinq ans. Si les Etats-Unis retiennent l'aide promise au Nicaragua, c'est justement parce qu'ils veulent être sûrs que cet argent n'ira pas financer, sous forme de crédits, ces propriétés qui appartiennent à des sandinistes organisés s'opposant au projet néo-libéral". L'an dernier, ces nouveaux producteurs n'ont pas obtenu un sou de l'Etat. Ils ont dû chercher de l'argent à droite et à gauche mais ont surtout reçu l'aide de groupes solidaires. Faute d'autre possibilité, ils ont vendu leur récolte à l'Etat et ont perdu de l'argent. C'est pourquoi leur Association a été très intéressée par l'idée d'entrer dans le groupe économique autogestionnaire que sont en train de constituer les entreprises aux mains des travailleurs. Elle cherche dans ce cadre, pour la prochaine récolte, des circuits commerciaux alternatifs, sans intermédiaires. *"Mais même le crédit des banques est dangereux, car cela peut être un moyen de nous étouffer. En nous alliant à l'Association des travailleurs agricoles (ATC), à l'Union des agriculteurs et éleveurs (UNAG), aux licenciés de l'armée et aux anciens contras, nous espérons trouver aussi des sources alternatives de crédit venant de groupes solidaires"*.

LA LUTTE CONTINUE

Le groupe économique autogestionnaire représente donc un espoir. Mais les besoins sont grands. Entre autres, celui de formation. *"Nous sommes presque tous d'anciens combattants. Nous avons fait la guerre pendant dix ans et même si certains d'entre nous sont d'origine paysanne, il n'est pas facile de se mettre du jour au lendemain à travailler la terre avec efficacité. Nous avons besoin d'une formation technique et d'un apprentissage en ce qui concerne la commercialisation, mais nous n'avons pas d'argent pour cela"*.

L'Association est également préoccupée par la situation de ceux, la majorité, qui n'ont toujours rien. Elle continue à se battre pour d'autres terres, au moins trente autres propriétés, pour 850 de ses membres qui veulent retourner à l'agriculture. Des négociations sont d'ailleurs en cours. Elle lutte également pour le financement de nouvelles micro-entreprises, qui répondraient en particulier aux besoins des femmes. En effet, même si certaines d'entre elles ont choisi la terre, la grande majorité préférerait rester dans les villes car elles sont chefs de familles

et les coopératives ne peuvent leur offrir, du moins à court terme, les crèches et les écoles dont elles ont besoin pour leurs enfants. -(ANN) ♦

LA MORT LENTE, CHIFFRES

Managua, 6 juin. — A Rio, les chefs d'Etat des 160 pays membres de l'ONU devraient se mettre d'accord pour faire face aux problèmes les plus urgents qui menacent l'environnement. Le Mouvement des écologistes nicaraguayens (MAN) en a dressé l'inventaire national.

LA TERRE

*Déforestation : le principal désastre dans la région centraméricaine est la déforestation. On y arrache environ 48 hectares de bois par heure. Au Nicaragua, en 1990, la progression de la frontière agricole a entraîné la destruction de 150 000 hectares. 420 hectares sont soumis à la déforestation chaque jour. Le pays risque de se retrouver sans arbres et les pouvoirs publics ne semblent pas s'en préoccuper.

*Erosion : la déforestation, l'élevage extensif, la mauvaise utilisation des vallées, l'emploi massif de produits chimiques pour les cultures d'exportation affectent de manière dramatique les zones du Pacifique où vit la majorité de la population. Les alluvions glissent vers les courants d'eau douce, les rivières, les lagunes, les baies et les estuaires. L'érosion superficielle touche également les villes. Tous les ans, à la saison des pluies, Managua est abondamment inondée. On estime que 38 rivières, 2 lacs et 6 lagunes sont en processus de détérioration, en plus des nombreux cours d'eau asséchés.

L'EAU

Il n'existe que 3 stations d'épuration des eaux pour tout le pays; 2 d'entre elles ont de sérieux problèmes de fonctionnement. Seulement 20 % de la population bénéficie du tout-à-l'égout. Les eaux usées de la capitale se déversent, sans subir le moindre traitement, dans le lac de Managua, à raison de 1,75 mètre cube par seconde. Les déchets industriels représentent une des principales origines de la pollution atmosphérique dans les villes de la région. Dans le cas du Nicaragua, 16 des 37 usines situées aux alentours du lac de Managua sont extrêmement polluantes et 12 rejettent des déchets inorganiques dans le lac. Des résidus de mercure, d'acide chlorydrique, de chloroforme et d'hydrocarbure chloré y sont jetés. Entre 1968 et 1971, 4 000 tonnes d'acide sulfurique et 3 000 tonnes de mercure y ont été déversées.

POUBELLE TOXIQUE

Alors que certaines zones sont déclarées réserves naturelles protégées, des multinationales poursuivent leur offensive pour y installer des usines de traitement de déchets toxiques et tentent de transformer la région en poubelle, sous couvert d'aide au développement. Le Nicaragua a déjà reçu deux propositions dans ce sens en 1990, l'une pour recevoir des cendres utilisables

au remblaiement des voies de communication de la région Atlantique, l'autre pour recevoir des pneumatiques usagés dont l'incinération permettrait de produire de l'électricité. Deux autres offres ont été divulguées: l'une consistait à fabriquer des pneus en recyclant des pneus usagés, l'autre, récente, à transformer des excréments humains importés en engrais organique.

L'ETRE HUMAIN

*La pauvreté est à l'origine des principaux problèmes écologiques du pays. 7 Nicaraguayens sur 10 sont pauvres. Un tiers de la population vit dans des conditions intolérables d'entassement et la moitié de la population des villes n'a pas accès à l'eau potable. En zone rurale, ce chiffre atteint 80 %

*Démographie. Au Nicaragua, le taux de fécondité est de 7,5 enfants en milieu rural et 5,8 en milieu urbain. L'accroissement démographique est de 3 % par an. On calcule que la population double tous les 23 ans. Le taux de natalité est le plus élevé d'Amérique centrale. L'ignorance et les restrictions dans l'accès à la contraception font que la plupart des femmes accouchent sans planification.

*Produits chimiques. Dans l'ouest du pays, la pollution due aux produits chimiques utilisés dans l'agriculture a atteint au cours des années passées des niveaux intolérables. Depuis 4 ans, 1 300 cas d'intoxication ont été signalés et 14 personnes en sont mortes. 88 % des personnes affectées l'ont été dans le cadre de leur travail. -(ANN/Gente) ♦

LA DEMOGRAPHIE DIVISE LES ONG

Le problème démographique dans le tiers monde agite de nouveau les grands organismes internationaux depuis quelques mois. La Conférence des ONG *Racines du futur*, qui a eu lieu à Paris en décembre dernier, a fait la preuve de visions totalement différentes. Les ONG du Nord insistent sur le fait que la surpopulation est une des causes de la dégradation de l'environnement. Les documents des ONG du Sud n'abordent pas le thème ou ne le considèrent pas comme un problème. Certaines estiment même qu'il est inhumain de penser que les personnes sont un problème: dans une société humaine, l'homme doit être considéré comme une valeur. Le Sud pense que la question de la croissance démographique est destinée à faire diversion et estime que si le Nord consommait moins de ressources naturelles et si le système économique mondial était modifié dans ce sens, il y en aurait pour tout le monde. Le rôle de la femme dans la décision concernant le nombre d'enfants est aussi un point de désaccord. Le Nord se bat pour le droit à l'avortement. Le Sud, sauf dans certaines de ses couches moyennes, ne débat pas de ce thème, estimant que si l'on fait progresser l'éducation, la santé, la nutrition et l'espérance de vie, les familles seront automatiquement moins nombreuses. Les ONG du Sud recommandent à celles du Nord de travailler en priorité à l'amélioration des conditions de vie avant de s'occuper de la planification familiale. -(ANN/ALAI) ♦

UNE SOLUTION JUSTE POUR LES PAYSANS

Managua, mai.— Le centre de Recherche Nitlapan de l'Université centraméricaine (UCA) a analysé les causes du mécontentement paysan qui s'est traduit récemment par l'explosion des *revueltos*. Cette étude, publiée dans la revue *Envio* de mai, se propose d'apporter des éléments de définition d'une politique agricole basée sur la relance de la production et la lutte contre la pauvreté en milieu rural. Mais le gouvernement veut-il s'attaquer aux racines du problème et intégrer les *revueltos* à son projet de développement national ?

Les *revueltos* n'ont fait qu'exprimer les revendications de la majorité de la paysannerie. Il ne s'agissait pas d'une "conspiration sandiniste" destinée à faire pression sur le gouvernement, comme l'ont prétendu le patronat et la droite dure. Il ne s'agit pas non plus d'une incapacité administrative du gouvernement à réintégrer à la société civile les démobilisés des deux camps. Le problème réside dans la politique économique actuelle qui exclut les nouveaux sujets sociaux issus des transformations des années 80. Le pouvoir a cru naïvement que l'octroi de quelques postes gouvernementaux à certains leaders de la contra ainsi que la concession de quelques parts des entreprises privatisées aux démobilisés pourraient faire taire ces groupes. Il aurait eu alors les mains libres pour mener à bien son projet économique excluant.

Mais ces mesures, à demi exécutées, se sont avérées totalement insuffisantes pour apporter une amorce de solution à la pauvreté en milieu rural et encore plus pour répondre aux revendications des paysans et travailleurs agricoles organisés. Ce sont précisément ceux-ci, protagonistes du conflit armé des années 80, qui se sont lancés dans la lutte pour la survie, profitant de leur expérience de l'organisation. Y a-t-il des solutions propres à empêcher la récession dans l'agriculture et à intégrer massivement ces secteurs à un projet de développement national ? Le Nicaragua dispose aujourd'hui de certains atouts pour mener un projet équitable de développement : une relative abondance de terres, une propriété peu concentrée, une forte capacité d'organisation paysanne.

AUJOURD'HUI, LA RECESSION

L'explosion sociale récente est étroitement liée aux mauvaises récoltes de l'année. La chute des prix et de la production du coton -second secteur d'exportation- a entraîné des dépenses importantes de l'Etat pour appuyer la reconversion de la région ouest où il était cultivé. La production sucrière est affectée par la baisse des prix internationaux. Seule, la production de bananes pourrait être un élément de relance, mais qui passerait par de gros investissements en irrigation et plantation. De plus, son marché principal est constitué par certains pays d'Europe qui vont s'intégrer pleinement cette année au Marché commun européen, ce qui modifiera les conditions d'importation des

produits centraméricains. La réouverture du marché nord-américain pourrait par contre améliorer la situation des exportations de viande. Cette évolution récente, différente selon les secteurs de production, est liée aux politiques d'ajustement. Le gouvernement, par sa politique de crédit et de prix agricoles, accélère la ruine de la petite production agricole et la distribution des ressources à la grande propriété privée.

La politique restrictive de crédit est une des causes de la récession. La demande a été inférieure de moitié à celle de l'année dernière, du fait des hauts taux d'intérêt et de l'exigence de présenter un titre de propriété. Alors que la grande propriété privée a augmenté son accès au crédit de 55% depuis 90, les petits et moyens producteurs n'ont fait que voir le leur se réduire. Les secteurs ruraux pauvres cessent peu à peu d'être soutenus par l'Etat, ce qui s'est manifesté en 91 par la fermeture de 16 succursales de la Banque nationale de développement dans le centre du pays.

Cette crise de liquidités a été aggravée par la chute du prix d'achat au producteur des produits de consommation courante. L'élimination du rôle régulateur des magasins d'Etat a précipité la chute des prix. Le démantèlement des entreprises nationales de commerce extérieur des produits agricoles n'a pas amélioré la situation des producteurs : les seuls bénéficiaires en ont été les nouveaux intermédiaires privés.

Pendant que les petits et moyens producteurs s'appauvrissent, les politiques gouvernementales privilégient systématiquement la grande propriété privée. Les dévaluations successives ont constitué un premier coup de pouce à l'agro-exportation, complété par un accès avantageux au crédit. Le mouvement de concentration des ressources tend à effacer la démocratisation de l'agriculture connue pendant la période 1979-87. Bien que les organisations paysannes et les démobilisés aient obtenu un accès limité à la propriété des entreprises privatisées, on assiste à la reconstitution d'une couche de gros propriétaires dotés d'une capacité croissante de concentration de la terre, du bétail, du crédit, du traitement et de la commercialisation des ressources. Or, cette concentration ne se traduit en rien par un décollage de la production. Au contraire, les terres non cultivées se multiplient et le chômage augmente.

C'est l'ensemble de ces conditions qui a provoqué le mouvement des *revueltos*, des chômeurs d'origine rurale qui ont en commun l'expérience de l'organisation militaire.

QUELLE ALTERNATIVE ?

Comment intégrer les paysans et les travailleurs agricoles à une stratégie de relance de l'agriculture ? Quelles politiques faudrait-il mettre en œuvre et surtout seraient-elles compatibles avec le système en vigueur ?

Une politique de relance agricole se doit de répondre de manière différenciée aux problématiques des divers secteurs de production et des différentes régions, même s'ils ont en commun des problèmes de fond tels que le manque de crédit ou la chute des prix. La croissance passe par une réhabilitation générale des

structures de production endommagées par la guerre, un appui énergétique aux nouveaux bénéficiaires de terres et l'approfondissement de la réforme agraire. La désertion de l'Etat sur le terrain de l'aide à la paysannerie a créé un vide qui tend à être comblé de manière inégalitaire par la grande propriété privée. Celle-ci s'est substituée partiellement à l'Etat dans des activités fortement rentables à court terme comme le traitement agro-industriel, le commerce extérieur de la production agricole et la distribution des engrais chimiques.

En réponse à la politique gouvernementale, la stratégie de l'Union des agriculteurs (UNAG) a été jusque-là d'empêcher une plus grande désarticulation des institutions de l'Etat (banque et magasins d'Etat), mais sans grand succès. Elle tente parallèlement de consolider des organisations de type patronal pour faire face au capital privé. L'Association des travailleurs agricoles (ATC) a cherché de son côté à obtenir le maximum de parts dans les privatisations mais sans beaucoup d'espoirs de viabilité économique.

Ainsi, le retrait de l'Etat n'a pas vraiment été compensé par la conquête d'espaces de participation. Une stratégie alternative de développement exigerait une nouvelle institutionnalité dont l'axe serait un Etat rénové et l'intervention d'instances démocratiques sur le terrain économique. Concrètement cela se traduirait par un appui de l'Etat aux organisations paysannes qui élargiraient progressivement leur participation à l'administration du crédit, la diffusion des technologies, le traitement et la commercialisation des produits. Les modalités de financement n'auraient plus rien à voir avec les pratiques rigides de la Banque nationale de développement. Toutes les organisations paysannes et les ONG feraient partie des nouveaux réseaux décentralisés de financement. Divers types de nouveaux crédits pourraient être envisagés :

- un crédit d'urgence à la production, destiné aux petits producteurs et aux coopératives endettées qui ont souffert de la sécheresse ainsi qu'aux récents bénéficiaires de terres
- un crédit pour le maintien du cheptel, afin d'empêcher que les paysans pauvres ne vendent leurs bêtes
- un crédit à la production de denrées de base pour la consommation nationale
- un crédit pour remplacer les machines agricoles par des animaux afin de réduire les coûts de production
- un crédit pour la réhabilitation de la petite caféiculture
- un crédit pour l'acquisition de quelques têtes de bétail par famille, destiné aux secteurs les plus pauvres et aux démobilisés
- un crédit pour la colonisation des régions de montagne non cultivées
- un crédit destiné aux nouveaux bénéficiaires de terres pour s'installer sur celles-ci.

Certains groupes de paysans "innovateurs" chercheraient comment faire baisser les coûts de production par l'introduction de

technologies alternatives. Les dégâts écologiques qui accompagnent dans beaucoup de cas l'exploitation des sols fragiles du milieu tropical humide rendent véritablement urgente la mise au point de nouvelles technologies et cultures qui préservent les ressources naturelles. L'introduction ou le développement de cultures d'exportation, traditionnelles ou non, est une nécessité. Ces cultures pourraient être entre autres celles du sésame, des tubercules, du cacao. Avec l'ouverture du marché centraméricain, il existe aussi une possibilité d'accroître l'exportation de denrées de base.

La poursuite de la distribution de terres est essentielle pour combattre le chômage dans la région Pacifique et faire baisser les tensions dans l'intérieur du pays. Lorsqu'il s'agit de propriétés privées occupées, l'indemnisation des propriétaires ou un arrangement entre les deux parties sont les seules options. Dans la frange du Pacifique, 4 000 familles, en particulier celles des démobilisés et des travailleurs agricoles au chômage, occupent des terres. Dans l'intérieur, ce sont 10 000 familles de démobilisés et autant de rapatriés qui attendent des terres.

A long terme, la réforme agraire doit contribuer à la reconversion de la structure productive nationale et constituer une solution aux bas niveaux d'investissement de la grande propriété privée. Sans une mise en oeuvre des politiques décrites, la distribution de la terre n'aura aucune conséquence positive sur le plan économique et ne sera qu'une solution à court terme.

-(ANN/Envio) ♦

LES CHRETIENS A CUBA

Managua, juin.— Le processus cubain de rectification a entraîné des transformations importantes dans la société civile. Les chrétiens sont peut-être le secteur le plus concerné par ces changements. Joel Suarez, membre de la Fraternité des Eglises baptistes de Cuba, commente cette évolution.

Pour ceux qui viennent du secteur chrétien auquel j'appartiens, toute réflexion part de certaines données fondamentales : la perspective de la foi, du Royaume sur la terre, l'option consciente et prophétique pour la construction du socialisme, c'est-à-dire ce que certains théologiens de la Libération appellent la "réserve critique", la "réserve prophétique". Si nous optons pour la construction du socialisme, quel type de socialisme voulons-nous ? Il nous faut redécouvrir les valeurs de la pensée sociale à Cuba, dans laquelle l'influence de la pensée chrétienne est forte. Le Père Varela est considéré dans notre pays comme "l'homme qui nous a appris à penser", le premier qui a divulgué les idées indépendantistes. Comme le disait Mariategui, le socialisme cubain doit être américanisé, indigénisé, il doit passer par les valeurs et la pensée latino-américaine. Le marxisme a une autre origine culturelle. Chez nous, il faut chercher les racines du socialisme dans les tentatives de vie communautaire des jésuites du Paraguay, il faut les chercher du côté de la pensée de Bolivar et de Sandino. Cela ne signifie

aucunement renoncer aux principes et aux expériences qui ont, à moment donné, éclairé la réflexion en Amérique latine. Il s'agit d'être dialectique et non d'aborder la réalité armé d'une série de dogmes et de schémas; il ne faut pas attendre que la réalité soit calquée sur nos idées mais au contraire nous imprégner d'elle et réfléchir à partir de la pratique, avec les outils du marxisme ainsi que d'autres outils du savoir.

Le processus de rectification actuel est accompagné d'un débat très important sur le plan culturel. Pour nous, le réalisme socialiste et les conceptions fermées en matière d'art et de culture n'ont jamais signifié grand-chose. Cuba a produit un bon cinéma, une bonne musique, des arts plastiques et une littérature d'avant-garde. Nous pensons que les ressources qu'offre la foi peuvent être importantes pour le peuple cubain dans le cadre de cette rénovation. Il y a plusieurs années, Ernesto Cardenal nous disait que le révolutionnaire et le chrétien sont identiques, que la révolution est également un processus face auquel il faut faire acte de conversion, de continuelle transformation dans les attitudes et les expériences morales. Je crois que la Révolution doit commencer à prendre en compte la subjectivité de l'individu. Il faut signaler d'autre part que notre Révolution, à ses débuts, a été un mouvement étranger à l'Eglise, au mouvement communiste international et à la pensée marxiste. Elle n'a pas été le fait des avant-gardes traditionnelles qui avaient tenté de faire la révolution autrement, qui couvraient les murs des villes de slogans mais ne représentaient une alternative aux yeux de personne. Lorsqu'a commencé l'attaque de la caserne de Moncada, le 26 juillet 1953, le Parti communiste avait justement une réunion de son comité central: il a condamné Fidel et ses camarades en les traitant d'aventuriers. Nous n'étions pas préparés à vivre une révolution en vrai mais une révolution de carton-pâte comme il y en a eu tant en Amérique latine.

L'Eglise non plus n'était pas préparée à cela. Nous n'avions pas de base théologique pour vivre la nouvelle situation que nous offrait l'histoire. Les presbytériens, par contre, ont eu accès à toute cette théorie dialectique qui avait cours en Europe et l'Eglise presbytérienne a commencé à intégrer la Révolution à sa réflexion. Nous avons noué des contacts avec le mouvement oecuménique latino-américain et avec des théologiens du camp socialiste. Cela a été un chemin difficile, tout d'abord à cause de la répression de la part de l'Eglise qui nous traitait de communistes. Pour les gens de la rue, nous étions des ignorants et des réactionnaires car membres de l'Eglise. En effet, la politique de la Révolution vis-à-vis des chrétiens était influencée essentiellement par deux thèses léninistes bien connues. La première est que le marxisme est la conception scientifique et juste du monde alors que celui qui croit en Dieu est idéaliste donc réactionnaire. La seconde est que, malgré tout, il faut attirer les chrétiens de même que l'ensemble des forces sociales pour construire le socialisme.

Plusieurs éléments ont marqué ces dernières années : la pratique de certains groupes chrétiens à Cuba, les expériences latino-américaines et en particulier celle du Nicaragua où le Front sandiniste a reconnu dans la religion l'un des ferments de la Révolution, la rencontre entre Fidel et des chrétiens favorables au socialisme au Chili, à la Jamaïque et au Venezuela, la visite de Jackson à Cuba dans le cadre d'un hommage à Martin Luther

King, l'impact du livre de Frei Betto. C'est dans le contexte de cette évolution que s'est produite la visite de Fidel au Brésil où il s'est réuni avec des communautés de base : les gens se sont rendu compte qu'il défendait la voie politique la plus viable en Amérique latine. Quelqu'un lui a demandé alors pourquoi les chrétiens n'étaient pas au Parti. Fidel a répondu par l'analyse classique de la confrontation initiale avec l'Eglise catholique, avant de conclure : *"Si à Cuba, il y avait des chrétiens comme vous, ils seraient certainement au Parti"*. Cela nous a fait l'effet d'une bombe et a provoqué une rencontre entre le Conseil oecuménique et Fidel. A partir de là, la discussion s'est engagée pour reconsidérer le phénomène religieux. On a remis en cause le dogmatisme marxiste et la discrimination religieuse. Le débat a été lancé dans les provinces, au sein des pouvoirs locaux et des églises à l'initiative du Conseil oecuménique de Cuba. Tout cela s'est déroulé à partir d'une conscience critique et prophétique, pour reprendre la terminologie théologique, et à partir d'un engagement radical en faveur du projet social et révolutionnaire cubain.

Le socialisme cubain est le produit d'un processus légitime. La Révolution a triomphé grâce à une lutte armée légitime, avec l'appui de la quasi totalité de la population, jusqu'au moment où a été proclamé le caractère socialiste du régime. Il y a eu alors une forte réaction parmi les gens car ils estimaient que le communisme était mauvais, athée, pervers, que c'était l'antéchrist. L'Eglise, en particulier, a réagi négativement. Cela a entraîné un exode des chrétiens et de leurs pasteurs vers les Etats-Unis. Ils disaient que le Christ n'était plus à Cuba, qu'il avait quitté le pays (il est intéressant de noter qu'il était parti vers les Etats-Unis et non vers Haïti ou le Guatemala). 90 % des pasteurs formés comme moi au Séminaire évangélique de théologie ont quitté le pays au début de la Révolution, pour se tourner vers une culture et une théologie complètement étrangères à notre réalité.

Il est certain qu'une des graves erreurs commises par le socialisme cubain - imitant en cela le socialisme européen - a été le manque de démocratie, le manque de liberté d'expression, de facilités pour sortir du pays. Mais actuellement, n'importe quel Cubain peut se rendre où il veut. A partir du IV^{ème} Congrès, différentes instances de base, non seulement du Parti mais aussi d'entreprises, de centres de formation, de quartiers ont débattu et les gens ont commencé à s'exprimer librement pour réclamer une démocratisation du pays. Ce congrès a approuvé des mécanismes allant dans ce sens, instituant par exemple l'élection à vote direct et secret des représentants à l'Assemblée nationale.

La majorité des Cubains est plus "fidéliste" que marxiste et à cause de cela, beaucoup de gens considèrent que si le socialisme est toujours là, on le doit à la figure de Fidel Castro. Ce qui conduit à la question classique : que va-t-il se passer lorsque Fidel ne sera plus là ? Mais nous sommes justement dans un processus de formation de cadres parmi lesquels se détachent certains leaders issus des nouvelles générations et très ouverts à propos de la question des chrétiens d'autres problèmes. - (ANN/ALAI) ♦

GUATEMALA : LE DURCISSEMENT

Esteban Romaña

Managua, 16 juin.— Le Guatemala continue à être le pays le plus rétrograde de l'Amérique centrale, comme cela a été prouvé une fois de plus au cours du dernier sommet des présidents centraméricains des 4 et 5 juin. Le gouvernement bloque toute démocratisation et opte pour l'intimidation.

A la fin des années 80, les accords d'Esquipulas, qui cherchaient fondamentalement à en finir avec la révolution nicaraguayenne, appelaient les gouvernements centraméricains à constituer des Commissions nationales de réconciliation. Mais tous les efforts du gouvernement guatémaltèque ont visé depuis lors à éviter de s'attaquer aux problèmes de fond du pays, de façon à conserver une image compatible avec le projet, encore imprécis, de communauté économique centraméricaine. Le gouvernement résiste globalement au dialogue avec la société guatémaltèque. Pour Jorge Serrano, il ne s'agit pas seulement de bloquer l'intégration de la guérilla à la vie politique civique mais celle de la société toute entière au processus de concertation et de démocratisation. De l'avis même du chef du groupe parlementaire du Mouvement d'action solidaire (MAS), le parti au pouvoir, *"le désenchantement augmente car le gouvernement n'a pas accompagné sa politique de stabilisation macroéconomique de mesures d'amortissement social. De plus, il n'y a pas vraiment de parti d'opposition car ceux qui existent sont d'accord pour l'essentiel avec la politique de Jorge Serrano"*.

Cette situation bloquée a amené de vastes secteurs sociaux -organisations syndicales, religieuses, indigènes, ONG, etc- à se réunir le 7 mai pour élaborer une pétition commune dans laquelle ils réclament des changements de fond : le respect des droits humains garantis par la Constitution et par les Conventions internationales; la dissolution des patrouilles civiles d'autodéfense la réglementation du recrutement militaire; la constitution d'une Commission de vérité et de justice; l'obligation pour l'Etat de faire respecter les droits humains. La réponse de l'armée ne s'est pas fait attendre. La vague d'assassinats, disparitions, menaces et autres actes violents a provoqué la publication, le 3 juin, d'une déclaration des ONG, des organisations des droits humains, des Eglises, des Académies d'enseignement et des coopératives exigeant le respect de la vie et des droits des citoyens.

Cela n'a pas empêché le président J. Serrano de déclarer le lendemain, au cours du sommet des présidents, que le dialogue national était un échec à cause des exigences de la guérilla, exagérées et sans rapport avec la réalité du pays. Il en profitait pour annoncer, fort de l'approbation générale et d'une condamnation unanime de la guérilla par les autres gouvernements, qu'il agirait désormais hors du cadre des accords d'Esquipulas pour résoudre les problèmes de son pays, étant donné que les causes du conflit armé n'existaient plus.

Ce refus du dialogue, ce mépris vis-à-vis de la Commission nationale de réconciliation, de la Constitution et des Conventions internationales, cette négation du droit international visent

à préserver l'armée d'une réduction de ses effectifs en même temps qu'à protéger certains intérêts économiques. Tout mouvement, toute revendication sont immédiatement taxés de terrorisme. Récemment par exemple, un responsable du journal *Siglo veintiuno* a été accusé publiquement par le président Serrano de publier des articles émanant de membres de la guérilla. Dire cela, au Guatemala, aujourd'hui, revient à une condamnation à mort et ce fait a été clairement interprété comme un avertissement adressé à tous ceux qui s'aviseraient de vouloir publier autre chose que la version officielle des faits. De telles dénonciations servent également à dissuader les différents secteurs sociaux de se rapprocher pour s'opposer dans l'unité à la politique du silence et de la répression. Mais la société guatémaltèque n'est plus celle des années 80. Le Guatemala n'est plus en condition de résister aux mesures d'ajustement qui approfondissent les causes du conflit armé. -(ANN)

EN BREF

LES TEMPS ONT CHANGE. Antonio Lacayo, prenant la parole au cours de la grande foire agricole de Camoapa (Région V), a demandé aux grands propriétaires et éleveurs de se déplacer à Washington pour convaincre le Congrès de débloquer l'aide au Nicaragua. Pendant la Révolution, le gouvernement sandiniste appelait le peuple à manifester contre l'agression devant l'ambassade des Etats-Unis, quand il n'en faisait pas le siège avec des blindés, comme cela s'est produit lors de l'invasion du Panama. Les temps changent mais ce qui ne change pas, c'est l'impérialisme.

LE GOUVERNEMENT TRAINÉ DES PIEDS pour remettre en état les chemins abîmés par l'éruption volcanique du Cerro Negro ainsi que pour aider les sinistrés à revenir dans leurs villages et leur faire parvenir l'aide alimentaire dont ils ont besoin.

LES TRAVAILLEURS ONT GAGNÉ dans le conflit qui les opposaient aux ex-propriétaires de l'entreprise de café El Caracol et au gouvernement : après 21 mois de lutte acharnée pour déjouer les pièges administratifs qui leur étaient tendus, les employés de l'entreprise en sont désormais propriétaires à 100 %.

A LA CHAÎNE. Les 4 000 réclamations d'ex-propriétaires visant à récupérer leurs biens confisqués par la Révolution seront réglées d'ici la fin de l'année, a annoncé le Procureur de la Justice. Le gouvernement pourrait appuyer les réclamations déposées par les citoyens des Etats-Unis (nicaraguayens naturalisés) ainsi que le réclame depuis des mois l'ambassade de ce pays. L'un d'entre eux, l'ancien officier de la garde somoziste Maximiliano Vargas, est déjà en passe d'obtenir satisfaction, mais il se heurte à l'opposition des travailleurs de l'entreprise de transport qui lui a été confisquée en 1980. Ceux-ci lui réclament plus d'un million de dollars en échange de l'entreprise, montant estimé de l'investissement en travail et en équipement depuis 12 ans.

LE PATRON DES PATRONS DE CHOC, Ramiro Gurdian, secrétaire du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), joue la confrontation avec les travailleurs de ses plantations de bananes, dans la région de Chinandega. Il licencie, déclare le lock out pour faire taire ceux qui réclament les 25 % des parts de l'entreprise auxquels ils ont droit et envoie ses hommes de main, des contras démobilisés, pour intimider les récalcitrants.

SUCRES, LES SALAIRES. 12 000 travailleurs des entreprises nationales de la canne à sucre ont été mis en "vacances" forcées après la dernière récolte de début juin. Selon le syndicat de cette branche, la manoeuvre vise à licencier définitivement 3 000 d'entre eux qui travaillent dans les deux entreprises rendues prochainement à leurs ex-proprétaires. Ces vacances ne seront bien sûr pas payées, et, dans certaines entreprises telle celle de Rivas, les derniers salaires ont été payés...en sucre.

EXPULSIONS. Les syndicalistes paysans de la région de Matagalpa ont dénoncé les expulsions dont ont été victimes des familles paysannes. Sous prétexte de chercher des armes, la police et l'armée ont fait irruption dans 25 propriétés, réclamées par leurs ex-proprétaires, et en ont délogé brutalement les occupants.

DEHORS LES PAUVRES! Le Mouvement communal a dénoncé le projet de démolition de 180 bidonvilles à Managua. Une lettre datée du 14 mai et signée du maire de Managua, Arnoldo Aleman et du ministre de la Construction, Jaime Icabalceta, atteste en effet de la volonté des autorités de déloger les habitants de ces lotissements spontanés et de démolir leurs habitations précaires situées sur des terrains municipaux, publics ou privés.

EL SALVADOR. L'Eglise catholique a exprimé son inquiétude face à la multiplication des assassinats. L'archevêque Rivera y Damas a signalé le meurtre de trois jeunes ainsi que l'enlèvement d'un membre de la Cour Suprême de Justice.

EL SALVADOR. Le parti d'extrême-droite ARENA gagnerait les élections si celles-ci se déroulaient aujourd'hui, selon les résultats d'une enquête réalisée par l'Université centraméricaine (UCA). 44 % des personnes interrogées disent ne pas savoir pour qui elles voteraient, 21,3 % déclarent que leur vote irait à ARENA, 6,4 % à la Démocratie chrétienne, 5,3 % à la Convergence démocratique, 4,3 % au FMLN et 1,6 % au Parti de conciliation nationale.

EL SALVADOR. Face au refus du gouvernement de négocier leurs revendications salariales, les enseignants se sont remis en grève illimitée. Plus de 27 000 d'entre eux, c'est-à-dire la presque totalité de la profession est dans l'action. Le ministère a répondu par des menaces de licenciement contre les meneurs.

L'AIGLE DU NORD EN PLEURE. Le président Bush, responsable de l'invasion du Panama en décembre 89, a rendu visite le 11 juin à son homologue panaméen, le président Endara. L'important déploiement de sécurité -dont l'organisation, assurée par l'armée étatsunienne, était baptisée "Aigle du Nord" - n'a pas empêché l'opposition et l'Association des familles des victimes de l'invasion de manifester leur colère. La veille de l'arrivée de Bush, des milliers de panaméens se sont regroupés devant l'ambassade des Etats-Unis et la présidente de l'Association a demandé symboliquement que la justice inculpe le président à son arrivée sur le territoire. Plusieurs bases militaires étatsuniennes situées sur les bords du canal ont essuyé des tirs au cours d'actions revendiquées par le groupe armé M-20. Un soldat étatsunien a été tué et un autre blessé. Le 11, alors que le maire de la capitale était en train de saluer le "courage" de Bush lors du renversement de Noriega, les dizaines de milliers de manifestants massés à proximité ont été bombardés de lacrymogènes par la police. Le président Bush, en larmes a cause des gaz, a dû être évacué rapidement par les forces de l'ordre sans pouvoir prononcer son discours. Après le départ de Bush, plusieurs dirigeants populaires et syndicaux ont reçu des menaces de mort par téléphone et la présidente de l'Association des familles des victimes a dû rentrer dans la clandestinité. -(ANN)

ABONNEMENTS : 458 F (Comités 900 F; Institutions 1 300 F)
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS
Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; Institutions
1 300 CHF) sur le compte 80-19853-7 Zurich.
Un paiement semestriel est possible.
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin
Tel : 505 2 668875 Fax: 505 2 668870